

TURKEY No. 2 (1921 .

Doc. No. 24/16

DESPATCH

FROM

His Majesty's Ambassador at Paris,

ENCLOSING THE

**Franco-Turkish Agreement signed at
Angora on October 20, 1921.**

Presented to Parliament by Command of His Majesty.



LONDON :

PRINTED AND PUBLISHED BY

HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE.

To be purchased through any Bookseller or directly from
H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses :

IMPERIAL HOUSE, KINGSWAY, LONDON, W.C. 2, and

28, ABINGDON STREET, LONDON, S.W. 1;

37, PETER STREET, MANCHESTER;

1, ST. ANDREW'S CRESCENT, CARDIFF;

23, FORTH STREET, EDINBURGH;

OR FROM

EASON & SON, LTD., 40 & 41, LOWER SACKVILLE STREET, DUBLIN.

1921.

[Cmd. 1556.]

Price 3d. Net.

**Despatch from His Majesty's Ambassador at Paris,
enclosing the Franco-Turkish Agreement signed
at Angora on October 20, 1921.**

No. 1.

*Lord Hardinge to the Marquess Curzon of Kedleston.—(Received
November 1.)*

His Majesty's Ambassador at Paris presents his compliments to His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, and has the honour to transmit herewith a copy of an agreement between M. Franklin-Bouillon and the Angora Government respecting Cilicia dated the 20th October, together with copy of a letter addressed to M. Franklin-Bouillon by the Minister for Foreign Affairs of the Angora Government on the same date.

Paris, October 30, 1921.

Enclosure 1.

Accord signé à Angora, le 20 Octobre 1921, entre M. Franklin-Bouillon, ancien Ministre, et Youssouf Kemal Bey, Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement de la Grande Assemblée nationale d'Angora.

ARTICLE 1^{er}.

Les hautes parties contractantes déclarent que, dès la signature du présent accord, l'état de guerre cessera entre elles; les armées, les autorités civiles et les populations en seront immédiatement avisées.

ARTICLE 2.

Dès la signature du présent accord, les prisonniers de guerre respectifs ainsi que toutes les personnes françaises ou turques détenues ou emprisonnées seront remises en liberté et reconduites aux frais de la partie qui les détient dans la ville la plus proche qui sera désignée à cet effet. Le bénéfice de cet article s'étend à tous les détenus et prisonniers des deux parties, quels que soient la date et lieu de détention, d'emprisonnement ou de capture.

ARTICLE 3.

Dans un délai maximum de deux mois à partir de la signature du présent accord, les troupes turques se retireront au nord et les troupes françaises au sud de la ligne désignée à l'article 8.

ARTICLE 4.

L'évacuation et la prise de possession, qui auront lieu dans le délai prévu à l'article 3 seront effectuées selon des modalités à fixer d'un commun accord par une commission mixte nommée par les commandants militaires des deux parties.

ARTICLE 5.

Une amnistie plénière sera accordée par les deux parties contractantes dans les régions évacuées dès leur prise en possession.

ARTICLE 6.

Le Gouvernement de la Grande Assemblée nationale de Turquie déclare que les droits des minorités solennellement reconnus dans le Pacte national seront confirmés par lui sur la même base que celle établie par les conversations conclues à ce sujet entre les Puissances de l'Entente, leurs adversaires et certains de leurs Alliés.

ARTICLE 7.

Un régime administratif spécial sera institué pour la région d'Alexandrette. Les habitants de race turque de cette région jouiront de toutes les facilités pour le développement de leur culture. La langue turque y aura le caractère officiel.

ARTICLE 8.

La ligne mentionnée à l'article 3 est fixée et précisée comme suit :

La ligne frontière partira d'un point à choisir sur le golfe d'Alexandrette immédiatement au sud de la localité de Payas et se dirigera sensiblement vers Meidan-Ekbes (la station du chemin de fer et la localité restant à la Syrie); de là elle s'infléchira vers le sud-est de manière à laisser à la Syrie la localité de Marsova et à la Turquie celle de Karnaba, ainsi que la ville de Killis; de là elle rejoindra la voie ferrée à la station de Tchoban-bey. Puis elle suivra la voie ferrée de Bagdad, dont la plate-forme restera sur le territoire turc jusqu'à Nousseibine; de là elle suivra la vieille route entre Nousseibine et Djéziré-ibn-Omer, où elle rejoindra le Tigre. Les localités de Nousseibine et de Djéziré-ibn-Omer ainsi que la route resteront à la Turquie; mais les deux pays auront les mêmes droits pour l'utilisation de cette route.

Les stations et gares de la section entre Tchoban-bey et Nousseibine appartiendront à la Turquie comme faisant parties de la plate-forme du chemin de fer.

Une commission composée de délégués des deux parties sera constituée, dans un délai d'un mois à partir de la signature du présent accord, pour fixer la ligne susmentionnée. Cette commission procédera aux travaux dans le même délai.

ARTICLE 9.

Le tombeau de Suleiman Chah, le grand-père du Sultan Osman, fondateur de la dynastie ottomane (tombeau connu sous le nom de Turc Mézari), situé à Djaber-Kalessi restera, avec ses

dépendances, la propriété de la Turquie, qui pourra y maintenir des gardiens et y hisser le drapeau turc.

ARTICLE 10.

Le Gouvernement de la Grande Assemblée nationale de Turquie accepte le transfert de la concession de la section du Chemin de fer de Bagdad entre Bozanti et Nousseibine ainsi que des divers embranchements construits dans le vilayet d'Adana à un groupe français désigné par le Gouvernement français, avec tous les droits, privilèges et avantages attachés aux concessions, en particulier en ce qui concerne l'exploitation et le trafic.

La Turquie aura le droit de faire ses transports militaires par chemin de fer de Meidan-Ekbes à Tchoban-bey dans la région syrienne, et la Syrie aura le droit de faire ses transports militaires par chemin de fer de Tchoban-bey jusqu'à Nousseibine dans le territoire turc.

Sur cette section et ces embranchements aucun tarif différentiel ne pourra être établi en principe. Cependant, les deux Gouvernements se réservent le droit d'étudier, le cas échéant, d'un commun accord toute dérogation à cette règle qui deviendrait nécessaire.

En cas d'impossibilité d'accord, chaque partie reprendra sa liberté d'action.

ARTICLE 11.

Une commission mixte sera instituée après la ratification du présent accord en vue de conclure une convention douanière entre la Turquie et la Syrie. Les conditions ainsi que la durée de cette convention seront déterminées par cette commission. Jusqu'à la conclusion de la convention précitée les deux pays conserveront leur liberté d'action.

ARTICLE 12.

Les eaux de Kouveik seront réparties entre la ville d'Alep et la région au nord restée turque de manière à donner équitablement satisfaction aux deux parties.

La ville d'Alep pourra également faire à ses frais une prise d'eau sur l'Euphrate en territoire turc pour faire face aux besoins de la région.

ARTICLE 13.

Les habitants sédentaires ou semi-nomades ayant la jouissance de pâturages ou ayant des propriétés de l'un ou de l'autre côté de la ligne fixée à l'article 8 continueront comme par le passé à exercer leurs droits. Ils pourront pour les nécessités de leur exploitation, librement et sans payer aucun droit de douane ou de pâturage ni aucune autre taxe, transporter d'un côté à l'autre de cette ligne leur bétail avec le croit, leurs instruments, leur outillage, leurs semences et leurs produits agricoles, étant bien entendu qu'ils sont tenus de payer les droits et taxes y relatifs dans le pays où ils sont domiciliés.

Enclosure 2.

Yousouf Kemal Bey to M. Franklin-Bouillon.

Excellence,

Angora, le 20 octobre 1921.

Je me plais à espérer que l'accord conclu entre le Gouvernement de la Grande Assemblée nationale de Turquie et le Gouvernement de la République française en vue de réaliser une paix définitive et durable aura pour conséquence de rétablir et de consolider les relations étroites qui ont existé dans le passé entre les deux nations, le Gouvernement de la République française s'efforçant de résoudre dans un esprit de cordiale entente toutes les questions ayant trait à l'indépendance et à la souveraineté de la Turquie.

Le Gouvernement de la Grande Assemblée, désireux d'autre part de favoriser le développement des intérêts matériels entre les deux pays, me charge de vous déclarer qu'il est disposé à accorder la concession des mines de fer, de chrome et d'argent se trouvant dans la vallée du Harchite pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans à un groupe français, qui devra procéder dans un délai de cinq ans à partir de la signature du présent accord à l'exploitation de cette concession par une société constituée conformément aux lois turques avec participation des capitaux turcs jusqu'à concurrence de 50 pour cent.

En outre, le Gouvernement turc est prêt à examiner avec la plus grande bienveillance les autres demandes qui pourraient être formulées par des groupes français relativement à la concession de mines, voies ferrées, ports et fleuves, à condition que lesdites demandes soient conformes aux intérêts réciproques de la Turquie et de la France.

D'autre part, la Turquie désire profiter de la collaboration des professeurs spécialistes français dans ses écoles professionnelles. A cet effet, elle fera connaître plus tard l'étendue de ses besoins au Gouvernement français.

Enfin, la Turquie espère que dès la conclusion de l'accord le Gouvernement français voudra bien autoriser les capitalistes français à entrer en relations économiques et financières avec le Gouvernement de la Grande Assemblée nationale de Turquie.

Veillez agréer, &c.

(Signé) YOUSOUF KEMAL.

(Translation.)

Enclosure No. 1.

Agreement signed at Angora on the 20th October, 1921, between M. Franklin-Bouillon, former Minister, and Yussuf Kemal Bey, Minister for Foreign Affairs of the Government of the Grand National Assembly of Angora.

ARTICLE 1.

The high contracting parties declare that from the date of the signature of the present agreement the state of war between them shall cease; the armies, the civil authorities and the people shall be immediately informed thereof.

ARTICLE 2.

As soon as the present agreement has been signed, the respective prisoners of war and also all French and Turkish persons detained or imprisoned shall be set at liberty and conducted, at the cost of the party which detained them, to the nearest town which shall be designated for this purpose. The benefit of this article extends to all detained persons and prisoners of both parties, irrespective of the date and place of detention, of imprisonment or of capture.

ARTICLE 3.

Within a maximum period of two months from the date of the signature of the present agreement, the Turkish troops shall withdraw to the north and the French troops to the south of the line specified in article 8.

ARTICLE 4.

The evacuation and the occupation which shall take place within the period provided in article 3 shall be carried out according to a form to be decided upon by mutual agreement by a mixed commission appointed by the military commanders of the two parties.

ARTICLE 5.

A complete amnesty shall be granted by the two contracting parties in the regions evacuated as soon as they are reoccupied.

ARTICLE 6.

The Government of the Grand National Assembly of Turkey declares that the rights of minorities solemnly recognised in the National Covenant will be confirmed by it on the same basis as that established by the conversations on this subject between the *Entente* Powers, their enemies and certain of their Allies.

ARTICLE 7.

A special administrative régime shall be established for the district of Alexandretta. The Turkish inhabitants of this district shall enjoy every facility for their cultural development. The Turkish language shall have official recognition.

ARTICLE 8.

The line mentioned in article 3 is fixed and determined as follows:—

The frontier line shall start at a point to be selected on the Gulf of Alexandretta immediately to the south of the locality of Payus and will proceed generally towards Meidan-Ekbez (leaving the railway station and the locality to Syria); thence it will bend towards the south-east so as to leave the locality of Marsova to Syria and that of Karnaba as well as the town of Killis to Turkey; thence it will join the railway at the station of Choban-bey. Then it will follow the Bagdad Railway, of which the track as far as Nisibin will remain on Turkish territory; thence it will follow the old road

between Nisibin and Jeziret-ibn-Omar where it will join the Tigris. The localities of Nisibin and Jeziret-ibn-Omar as well as the road will remain Turkish; but the two countries shall have the same rights to the use of this road.

The stations and sidings of the section between Choban-bey and Nisibin shall belong to Turkey as forming parts of the track of the railway.

A commission comprising delegates of the two parties will be constituted, within a period of one month from the signature of the present agreement, to determine the above-mentioned line. This commission shall begin its labours within the same period.

ARTICLE 9.

The tomb of Suleiman Shah, the grandfather of the Sultan Osman, founder of the Ottoman dynasty (the tomb known under the name of Turk Mezari), situated at Jaber-Kalesi shall remain, with its appurtenances, the property of Turkey, who may appoint guardians for it and may hoist the Turkish flag there.

ARTICLE 10.

The Government of the Grand National Assembly of Turkey agrees to the transfer of the concession of the section of the Bagdad Railway between Bozanti and Nisibin as well as of the several branches constructed in the vilayet of Adana to a French group nominated by the French Government, with all the rights, privileges and advantages attached to the concessions, particularly as regards working and traffic.

Turkey shall have the right to transport troops by railway from Meidan-Ekbez to Choban-bey in Syrian territory and Syria shall have the right to transport troops by railway from Choban-bey to Nisibin in Turkish territory.

In principle no differential tariff shall be levied over this section and these branches. However, should a case arise, the two Governments reserve the right to examine by mutual agreement any departure from this rule which may become necessary.

Failing agreement, each party will resume its liberty of action.

ARTICLE 11.

A mixed commission shall be constituted after the ratification of the present agreement with a view to the conclusion of a Customs Convention between Turkey and Syria. The terms and also the duration of this Convention shall be fixed by this commission. Until the conclusion of the above-mentioned Convention the two countries will preserve their liberty of action.

ARTICLE 12.

The waters of Kuweik shall be shared between the city of Aleppo and the district to the north remaining Turkish in such a way as to give equitable satisfaction to the two parties.

The city of Aleppo may also organize, at its own expense, a water-supply from the Euphrates in Turkish territory in order to meet the requirements of the district.

ARTICLE 13.

The inhabitants, whether settled or semi-nomadic, who enjoy rights of pasturage or who own property on one or other side of the line fixed in article 8 shall continue to exercise their rights as in the past. They shall be able, for this purpose, freely and without payment of any duty of customs or of pasturage or any other tax, to transport from one side to the other of the line their cattle with their young, their implements, their tools, their seeds and their agricultural produce, it being well understood that they are liable for the payment of the imposts and taxes due to the country where they are domiciled.

Enclosure No. 2.

Yussuf Kemal Bey to M. Franklin-Bouillon.

Your Excellency,

Angora, October 20, 1921.

I rejoice in the hope that the agreement concluded between the Government of the Grand National Assembly of Turkey and the Government of the French Republic with a view to effect a definitive and durable peace will result in re-establishing and consolidating the close relations which formerly existed between the two nations, the Government of the French Republic endeavouring to settle in a spirit of cordial agreement all the questions relating to the independence and the sovereignty of Turkey.

The Government of the Grand Assembly, desirous on its part to promote the development of the material interests common to the two countries, authorises me to inform you that it is disposed to grant the concession for the iron, chrome and silver mines in the Karshut valley for a period of ninety-nine years to a French group, which, within a period of five years from the date of the signature of the present agreement, must begin to work this concession through a company constituted in accordance with Turkish law, in which Turkish capital shall participate to the extent of 50 per cent.

In addition the Turkish Government is prepared to examine with the utmost goodwill other requests for concessions for mines, railways, ports and rivers which may be put forward by French groups, on condition that these requests are in accordance with the reciprocal interests of Turkey and of France.

On the other hand, Turkey desires to benefit from the collaboration of French specialist instructors in her professional schools. To this end, she will at a later date acquaint the French Government with the extent of her requirements.

Finally, Turkey hopes that after the conclusion of the agreement the French Government will authorise French capitalists to enter into economic and financial relations with the Government of the Grand National Assembly of Turkey.

I have, &c.

(Signed) YUSSUF KEMAL.